



# Attac Limousin

Association pour la Taxation des Transactions  
financières pour l'Aide aux Citoyens

Infos et actions - Bulletin des  
Comités Locaux de Corrèze,  
Creuse et Haute-Vienne

Novembre – Décembre 2010  
Bimestriel - n°66

## VOTRE assemblée générale locale !

Avec ce bulletin, vous avez reçu les documents concernant l'assemblée générale d'Attac 87 (pour nous économiser de l'affranchissement). C'est un moment important pour notre association car c'est l'occasion de faire le point sur l'année écoulée.

Comme vous pouvez le constater dans le compte rendu, nous avons essayé de maintenir des activités régulières qui ont connu des participations fluctuantes.

Début 2010, nous avons projeté deux films, uniquement pour les adhérents ou les sympathisants. L'objectif était de leur permettre d'échanger des points de vue, des arguments, de réaliser en quelque sorte une formation interne à l'association. Le résultat est mitigé et nous nous interrogeons sur la pertinence d'une telle formule. Les conférences ou projections suivies d'un débat ont rencontré un meilleur accueil, voire un franc succès. Quant à la mobilisation spécifique lors de la rencontre du G20, nous étions moins que peu nombreux Place de la Motte où il faisait bien trop chaud ; les absents avaient peut-être raison !

Cependant, une assemblée générale permet aussi de définir les actions de l'année à venir de telle sorte qu'elles satisfassent la majorité

des adhérents et qu'elles fédèrent un public beaucoup plus large. Vous avez certainement pris connaissance des documents envoyés par Attac France en prévision de l'assemblée générale nationale ; vous avez pu constater l'importance des sujets de mobilisations. Nous devons, localement, déterminer comment nous nous inscrivons dans ces actions et quelles forces nous pouvons mettre en œuvre pour y parvenir. En tant qu'adhérent ou sympathisant, vous avez un rôle essentiel à jouer pour le choix des actions à mener et pour leur réussite.

Le groupe d'animation d'Attac 87 vous engage donc vivement à participer activement à l'assemblée générale locale le jeudi 9 décembre 2010 à Limoges !

Cette invitation est également adressée à tous les adhérents corréziens dans la mesure où leur comité local n'est plus actif. Il ne tient qu'à eux de se mobiliser pour le relancer.

De même, les adhérents d'Attac Creuse sont invités à participer à leur assemblée générale le mercredi 17 novembre à 20 h à la mairie de Guéret

*Jacqueline Martin*

## DE CANCUN A CANCON : 4 décembre 2010

Plus personne ne doute sérieusement aujourd'hui de la réalité du changement climatique. Pourtant la réunion de la « COP 16 » à Copenhague en décembre dernier, après avoir suscité l'espoir et une mobilisation massive, fut au final, malgré les grandes déclarations des participants, un échec retentissant. L'accord qui en est sorti n'a été signé que par 120 pays sur 192 et n'est pas un texte contraignant. Et on sait les résultats qu'on peut attendre quand un texte dit seulement « s'efforcer de » à des pays nullement motivés ! Les objectifs chiffrés, qui n'ont été annoncés qu'en janvier, sont bien en deçà des résultats nécessaires pour modifier significativement la courbe exponentielle de l'augmentation des gaz à effet de serre. La rencontre intermédiaire de Bonn en Juin a permis de fixer de nouvelles bases pour les négociations de Cancun, dans l'axe du protocole de Kyoto, relançant un processus onusien mis à mal à Copenhague.

Mais Copenhague a aussi vu la naissance d'une véritable alliance des mouvements sociaux et environnementaux autour d'objectifs communs. Cette nouvelle alliance s'est concrétisée au printemps à Cochabamba par la signature d'un « Appel des

peuples » qui lie étroitement questions environnementales et climatiques et questions sociales. C'est dans cette lignée que se situe le mot d'ordre de la Via Campesina « pour 1000 Cancun dans le monde », qui se décline en France par « de Cancun à Cancon ».

Cancon est un charmant village du Lot-et-Garonne qui a déjà accueilli un grand rassemblement en 2003. **Le 4 décembre, à l'initiative d'Attac, de la Confédération Paysanne, des Amis de la Terre et de Bizi ! (Pays Basque) aura lieu une journée de mobilisation nationale** afin de rappeler les objectifs portés par le collectif Urgence Climatique Justice Sociale à Copenhague.

Pendant ce rassemblement une conférence en duplex avec Cancun permettra de relier les deux événements. Sont également prévus un village alternatif, une action « créatrice » symbole de notre volonté de construire autre chose ensemble, un meeting avec des représentants des diverses luttes qui nous rassemblent, un banquet alimenté de productions locales...

**N'hésitez pas à prendre contact avec notre groupe pour l'organisation de co-voiturages ! ML**

## Le financement des LGV avec le Partenariat Public-Privé



La mafia italienne totalement dépassée :

L'exemple de la LGV Tours-Bordeaux doit servir de modèle pour le financement de la LGV Limoges-Poitiers. Sur Tours-Bordeaux, pour une participation à moins de 30% du projet final, Vinci concessionnaire de la LGV percevra les péages pendant 50 années, soit 250 Millions € par an .

La part versée par les collectivités locales, Départementales ou Régionales, 25%, et celle de l'Etat, 25%, le seront à fond perdu.

RFF, entreprise publique, surendettée, et largement subventionnée, devra verser 2,025 Milliards €. Cela ne peut être considéré comme un investissement. Non seulement RFF n'aura aucun retour sur investissement, mais elle perdra la valeur des péages annuels actuellement payés pour la circulation des TGV sur la ligne classique.

Vinci est le premier opérateur européen de concessions d'infrastructures de transport ferroviaires - autoroutes, parkings, aéroports - il finance, construit et exploite dans le cadre de contrats de longue durée les infrastructures de transport et les équipements répondant aux besoins des collectivités publiques. Nos élus vont à la facilité en répondant "oui" au chant des sirènes du lobby financier et industriel de Vinci dont le chiffre d'affaires a dépassé les 33 milliards d'euros en 2008 et ayant à disposition les moyens médiatiques, d'expertises et les appuis politiques pour promouvoir ses projets.

**Des dettes pour 50 ans pour tous et des profits considérables pour quelques-uns :**

**L'action Vinci a augmenté de + 149,54% depuis octobre 2003.**

**Le directeur général de Vinci Xavier Huillard a gagné 1,62 millions d'euros en 2009 et Yves-Thibault de Silguy président du Conseil d'Administration 1.616.071 €**

**Antoine Zacarias ancien PDG (1997-2006) a eu son salaire annuel passer de 2,9 millions d'euros en 2003 à 3,3 millions d'euros en 2004, puis 4,2 millions d'euros en 2005. Son indemnité de départ était fixée à 12,8 millions d'euros, sa retraite complémentaire annuelle à 2,1 millions d'euros.** Poursuivi par le parquet de Nanterre pour des gains jugés abusifs de plusieurs dizaines de millions d'euros de 2004 à 2006, il a été relaxé le vendredi 26 mars par la 15e chambre du tribunal.

**Y.T.**

## Si vous avez raté les épisodes précédents ... les sommets du G20 en résumé

### **Washington, 15 et 16 novembre 2008**

C'est le premier G20 après l'éclatement de la crise financière, présidé par George W. Bush. Très attendu par les observateurs internationaux, il va surtout fixer les grandes questions que devront étudier les prochaines réunions. Ses conclusions réhabilitent immédiatement le FMI au coeur du dispositif et mettent le monde en garde contre les tentations protectionnistes. Alors que la nouvelle administration Obama n'est pas encore en place, l'équipe de George Bush douche l'enthousiasme des membres de l'Union européenne, pourtant arrivés avec une feuille de route très ambitieuse.

### **Londres, 2 et 3 avril 2009**

Après six mois d'attente et de réhabilitation des FMI, OMC et politiques d'austérité, les mouvements sociaux et citoyens convergent dans la capitale britannique pour crier leur refus du « business as usual » et appeler à une rupture profonde. Mais le G20 de Londres, loin d'accoucher du monde de justice et de solidarité qu'il promet, réaffirme le rôle central des fauteurs de crise dans la définition des

réponses à lui apporter ; il ne se dote d'aucun moyen nouveau, appelle au sauvetage des banques par les contribuables, et, clou du spectacle, met en scène la grande supercherie des paradis fiscaux désormais révolus. C'est à Londres que le G20 s'autodésigne espace de discussion et de coordination central sur les questions économiques au plan mondial.

### **Pittsburgh, 24-25 septembre 2009**

Le G20 de Pittsburgh se conclut surtout sur la fixation du prochain G20 de Séoul et la réaffirmation de son agenda défini à Londres : mettre en place un cadre global de relance de la croissance qui crée des emplois tout en respectant l'environnement dans les pays riches, sans laisser les pays en développement sur la touche. Sa déclaration finale exprime toute sa satisfaction d'être parvenu à sauver le système financier mondial de l'effondrement, et se félicite du retour de la croissance. Elle mentionne également la nécessité de réglementer les rémunérations des traders et banquiers, sans toutefois faire la moindre proposition concrète.

**Toronto, 26 et 27 juin 2010**

Face à une mobilisation populaire de grande ampleur au Canada et dans le monde entier, les chefs d'État et de gouvernement des pays du G20 se réunissent sous la présidence de Stephen Harper, premier Ministre libéral du Canada. Ils s'accordent sur la nécessité de conclure une réforme du FMI lors du G20 de Séoul, de même que la création de règles sur les niveaux minimaux

de fonds propres pour les banques et établissements financiers. Ils mettent en place un groupe de travail sur le développement, qui devra formuler des propositions d'action à Séoul. N. Sarkozy et A. Merkel, en dépit d'une détermination largement médiatisée, n'obtiennent pas la taxe sur les transactions financières qu'ils appellent de leurs vœux.

*Extrait du Rapport d'Attac sur le G20*

## **La société civile n'est pas la bienvenue au G20 de Séoul**

Le G20 se tient les 11 et 12 novembre à Séoul en Corée, et comme d'habitude, un contre-sommet critique du G20 a été organisé.

Les organisations de la société civile, membre de OWINFS (Our World Is Not For Sale – Notre monde n'est pas à vendre), des syndicalistes et des paysans du mouvement international Via Campesina condamnent le refoulement à la frontière par le gouvernement coréen de sept militants philippins qui avaient pourtant obtenu des visas. Par ailleurs, d'autres militants progressistes d'Asie et d'Afrique se sont vus refuser l'obtention de visa.

La liste de ces personnes, pour la plupart des représentants de la société civile de pays en développement, qui ont été expulsés, était basée de toute évidence non sur le fait qu'ils représentaient une menace ou qu'ils avaient pas le passé été dangereux mais bien dans le but de les empêcher de participer à la critique du G20 organisée par la société civile, en particulier à la conférence internationale organisée par Put People First! - Korean People's G20 Response Action.

Un membre du Parlement indonésien, Charles Santiago, a déclaré : « Alors que des activistes critiques à l'égard du G20 et des politiques néolibérales ont reçu un accueil pour le moins inhospitalier de la part du gouvernement coréen, on déplie le tapis

rouge pour quelques 100 PDG qui participeront au G20 Business Summit ».

Le représentant philippin expulsé, Josua Mata a ajouté : « Rien ne démontre mieux la vraie nature du G20 qu'en même temps qu'il retient et expulse des activistes du Sud, il se prépare à avoir un dialogue privilégié avec les plus grands PDG du monde. Cela ne fait que confirmer ce que nous disons depuis longtemps : le G20 est anti-démocratique et ne s'intéresse pas à améliorer la vie quotidienne des gens ». « Le G20 qui demeure une arène non-élue et non-représentative, excluant la majorité des pays en développement et des pays pauvres n'a pas la légitimité de décider des orientations politiques et économiques du monde » a déclaré Yoon Geum Soon, représentant du mouvement internationale, la Via Campesina.

James Tyotyto de la Confédération syndicale sud-africaine (COSATU) a conclu : « Depuis 2008, le G20 n'a rien fait d'autre que de faire des déclarations sans engagements et a failli à donner une réponse coordonnée à la crise économique et sociale. L'avenir du mode de gouvernement économique international doit être mis en débat, au moins dans l'enceinte des Nations-Unies ».

## **G20 : Bientôt en France.**

*JM*

Les réunions du G20 à Washington, Londres ou Pittsburgh ont été l'occasion de déclarations fracassantes visant à taxer la finance, réguler les paradis fiscaux, refonder le capitalisme...et de prises de mesures tenant surtout du trompe-l'œil.

Le G20 de Toronto, en juin 2010, a validé la décision de diviser par deux les déficits publics d'ici 2013, en poursuivant les réformes structurelles et de maintenir l'ouverture des marchés. Les taxes recommandées dans un rapport du FMI, l'une sur les actifs risqués des banques, l'autre sur les profits et rémunérations des établissements financiers sont restées dans les tiroirs !

On était pourtant loin d'une taxation des transactions financières apparemment envisagée par le Président français qui s'est par la suite réorienté vers une taxe bancaire. D'effets d'annonces en jeux de manches, la crise mondiale perdure et ce sont les peuples qui payent !

La réunion de Séoul en novembre ne changera sûrement pas la donne et c'est dans ce contexte que la France assurera ensuite la présidence du G 20. La réforme très impopulaire sur les retraites et les affaires de conflits d'intérêts montrant la collusion entre le pouvoir en place et les élites de la finance ont discrédité durablement Nicolas Sarkozy qui ne manquera pas de vouloir, par media interposés, redorer son image.

Les réunions suivantes, en 2011, se dérouleront en France, mais nous refusons doré et déjà de nous laisser imposer les décisions des dirigeants du G 20 porteuses de souffrances sociales pour les peuples et de destructions de la planète. Nous aurons l'occasion de nous mobiliser pour porter nos revendications et nos solutions dans le débat public



## Le vote d'une réforme inique ne la rend pas plus légitime

Contre un mouvement social d'une ampleur exceptionnelle et une opinion publique hostile, le Parlement a adopté hier la réforme Woerth-Sarkozy. Malgré le vote du Parlement, cette réforme est toujours aussi illégitime.

Illégitime, car le candidat Nicolas Sarkozy avait déclaré en 2007 ne pas vouloir toucher à l'âge de départ à la retraite, et n'a donc pas reçu mandat pour le faire. Illégitime, par l'affairisme de ses promoteurs, Eric Woerth et ses affinités avec la fortune Bettencourt, Guillaume Sarkozy, dirigeant de Malakoff-Médéric, qui profite de la réforme pour lancer un fonds de retraite par capitalisation. Illégitime, par le refus de toute négociation avec les syndicats. Illégitime, car cette réforme pénalise surtout les femmes, les jeunes, les ouvriers. Illégitime enfin, car elle signifie la soumission à la loi des marchés financiers et des agences de notation. Tout cela pour sauver la notation AAA de la France !

Le gouvernement et les parlementaires ont montré, à cette occasion, comment on peut allier l'injustice sociale à l'autoritarisme antidémocratique. Le Parlement a même aggravé le projet gouvernemental en prévoyant pour 2013 une 'réforme systémique' ('retraite par points' ou 'comptes notionnels'), synonyme de nouvelles régressions.

Un système par points, déjà en vigueur dans les régimes complémentaires de l'ARRCO et de l'AGIRC, est un système à cotisations définies qui permet d'ajuster par de simples mesures réglementaires le niveau du point, donc

des pensions. Le système par comptes notionnels, quant à lui, sous une apparence de transparence, vise en réalité à accroître encore l'individualisation des droits, faisant dépendre le niveau de la pension du seul montant des cotisations versées par la personne. Il s'ajuste automatiquement, sans débat social, à mesure que l'espérance de vie augmente. Dans les deux systèmes, les ajustements étant permanents, le salarié ne peut pas connaître le taux de remplacement de son salaire avant la liquidation de sa retraite.

En janvier dernier, le Conseil d'orientation des retraites avait reconnu que ces systèmes sont incapables de faire face à un choc démographique ou économique, et que leur mise en application provoquerait à terme une nouvelle baisse des pensions d'environ 20 %.

Une autre réforme demeure plus que jamais nécessaire. Une réforme progressiste, qui passe au contraire par un rééquilibrage entre la rémunération du capital et celle du travail, qui a perdu près de 200 milliards d'euros actuels par an en 20 ans. Faire cotiser les profits permettra de restaurer la retraite à 60 ans à taux plein, tout en réduisant les inégalités entre retraité-e-s. Attac poursuit résolument son engagement dans le mouvement multiforme de la société pour empêcher la mise en oeuvre de la réforme Woerth-Sarkozy, et imposer une réforme conforme aux intérêts de la grande majorité.

Attac France, Paris, le 28 octobre 2010

***Pour parfaire vos arguments, pour engager le dialogue avec vos concitoyens, le livre d'ATTAC et de la Fondation Copernic est toujours d'actualité. Vous pourrez vous le procurer lors de l'assemblée générale locale ou en vous adressant à attac 87.***

## Référendum pour le retrait des lois sur la retraite

L'article 11 de la Constitution ayant été révisé en 2008, il y a moyen de contraindre le président de la république à un référendum sur les retraites : que ce référendum soit proposé par 1/5 des parlementaires, eux-mêmes soutenus par 1/10 des électeurs (nous).

Même si la réforme des retraites a été adoptée par le sénat et l'assemblée nationale, tout

n'est pas perdu, la loi peut ne pas être appliquée. Il est encore temps de tout mettre en oeuvre pour s'opposer à cette réforme des retraites. Voici donc le lien pour signer cet appel (opérationnel dès ce soir du 11 novembre) :

<http://www.referendumretraites.org>

JJMU - Mediapart

Sommaire	Page	Page
VOTRE assemblée générale locale !	1	La société civile n'est pas la bienvenue au G20 de Séoul 3
DE CUNCUN A CUNCUN : 4 décembre 2010	1	G20 : Bientôt en France 3
Le financement des LGV avec le Partenariat Public-Privé	2	Le vote d'une réforme inique ne la rend pas plus légitime 4
Les sommets du G20 en résumé	2	Référendum pour le retrait des lois sur la retraite 4

ENCART : Panier du militant + Programme de la Semaine de la Solidarité Internationale + documents A.G. Attac 87

**ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS** – Bulletin des comités locaux de l'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833, CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clause Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : [attac87@attac.org](mailto:attac87@attac.org). Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !